

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005089]

9 NOVEMBRE 2023. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la région wallonne et le communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 27 décembre 2023, NUMAC 2023/206798, page 123348, l'intitulé doit être lu comme « MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE » au lieu de « SERVICE PUBLIC DE WALLONIE ».

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/005089]

9 NOVEMBER 2023. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 september 2023 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 afgesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 27 december 2023, NUMAC 2023/206798, bladzijde 123350, moet het opschrift als volgt te worden gelezen « MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP » in plaats van « WAALSE OVERHEIDSDIENST ».

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/004923]

18 AVRIL 2024. — Décret de la Communauté française modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré le 13°/1 rédigé comme suit :

« 13°/1 Œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone : l'œuvre audiovisuelle qui répond à la grille de critères culturels, artistiques et techniques déterminée par le Gouvernement selon le type d'œuvre audiovisuelle. Un programme de courts métrages est considéré comme d'initiative belge francophone si la totalité des courts métrages qui le composent répondent à la condition visée à la première phrase ; » ;

2° il est inséré le 16°/1 rédigé comme suit :

« 16°/1 Programme de courts métrages : l'œuvre audiovisuelle constituée d'un assemblage de courts métrages, avec ou sans transition, d'une durée totale supérieure à soixante minutes. Par dérogation, est également considérée comme un programme de courts métrages l'œuvre audiovisuelle constituée d'un assemblage de courts métrages, avec ou sans transition, d'une durée totale supérieure à trente minutes et spécifiquement destinée aux enfants de moins de dix ans. ».

**Art. 2.** Dans le chapitre II du titre I du même décret, il est inséré un article 4/3 rédigé ainsi :

« Art. 4/3. Les actions et activités ainsi que les œuvres soutenues dans le cadre du présent décret sont, dans la mesure du possible, développées ou créées en langue française et/ou dans une langue régionale endogène reconnue par le décret du 24 décembre 1990 relatif aux langues régionales endogènes de la Communauté française ; si tel n'est pas le cas, elles sont alors accessibles en français (par traduction, sous-titrage, etc.). ».

**Art. 3.** Dans l'article 11, 1°, du même décret, les termes « la fiche diversité pour les demandes d'aides au développement et à la production des œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone, la fiche durabilité pour les demandes d'aides à l'écriture, au développement et à la production des œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone, » sont insérés entre les termes « du projet » et « le devis ».

**Art. 4.** L'article 14/1 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14/1. L'aide est octroyée à la personne physique ou morale qui en fait la demande. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- le bénéficiaire de l'aide peut, après avis de la Commission d'avis et moyennant l'accord préalable du Ministre ayant le cinéma dans ses attributions, céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée à une autre personne physique ou morale qui répond aux conditions requises pour pouvoir déposer une demande d'aide ;

- la demande d'aide à l'écriture introduite par une personne morale peut préciser que l'aide sera octroyée à l'auteur de l'œuvre audiovisuelle pour laquelle l'aide est demandée. ».

**Art. 5.** À l'article 16 du même décret, premier tiret, les mots « , documentaire de création, » sont insérés entre les mots « long métrage » et les mots « et d'un téléfilm ».

**Art. 6.** Aux articles 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « en fonction des critères artistiques, culturels et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « selon que l'œuvre répond ou non à la définition d'œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone de l'article 1<sup>er</sup>, 13°/1. ».

**Art. 7.** À l'article 22/1 du même décret, les mots «, à l'exception de celles qui sont octroyées aux films Lab, » sont insérés entre les mots « production » et « sont soumises ».

**Art. 8.** Aux articles 24, 3<sup>o</sup>, a), deuxième tiret, et 30, 1<sup>o</sup>, b), du même décret, les mots « critères culturels, artistiques et techniques du projet soumis par le demandeur » sont remplacés par les mots « le caractère d'initiative belge francophone ou non de l'œuvre audiovisuelle pour laquelle l'aide est demandée ».

**Art. 9.** Dans le chapitre IV du titre IV du même décret, il est inséré un chapitre IV/I intitulé « Octroi de bonus ».

**Art. 10.** Dans le chapitre IV/I du titre IV du même décret, il est inséré un article 27/1 et un article 27/2 rédigés comme suit :

« Art. 27/1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement octroie un bonus durabilité au producteur d'une œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone ayant obtenu une aide à la production visée par le présent titre s'il dispose d'un label ou d'une certification de durabilité.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

- le montant du bonus ;
- les conditions d'octroi du bonus ;
- les modalités d'octroi du bonus.

Art. 27/2. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement octroie un bonus égalité au producteur d'une œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone ayant obtenu une aide à la production visée par le chapitre IV du présent titre si une attention est apportée à l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des équipes.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

- le montant du bonus,
- les conditions d'octroi du bonus
- les modalités d'octroi du bonus. ».

**Art. 11.** L'article 28, § 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Il existe quatre types d'aides à la promotion :

- 1<sup>o</sup> les aides anticipées à la promotion ;
- 2<sup>o</sup> les aides à la promotion en festivals ;
- 3<sup>o</sup> les aides à l'organisation d'événements en salles ;
- 4<sup>o</sup> les aides à la promotion pour la sortie en salles. ».

**Art. 12.** À l'article 29, 2<sup>o</sup>, du même décret, le mot « possible » est supprimé.

**Art. 13.** L'article 30, 4<sup>o</sup>, du même décret est remplacé par ce qui suit « 4<sup>o</sup> les conditions dans lesquelles une aide anticipée à la promotion est octroyée et le montant de cette aide ».

**Art. 14.** Dans le titre V du même décret, il est inséré, après l'article 31, un chapitre I/I intitulé « Aides anticipées à la promotion ».

**Art. 15.** Dans le chapitre I/I du titre V du même décret, il est inséré un article 31/1, un article 31/2 et un article 31/3 rédigés comme suit :

« Article 31/1. § 1<sup>er</sup>. L'aide anticipée à la promotion vise à soutenir la création d'outils de promotion et la mise en place d'une stratégie de promotion de l'œuvre audiovisuelle.

§ 2. L'aide anticipée à la promotion peut être octroyée aux courts métrages et aux documentaires de création.

Article 31/2. La demande d'aide anticipée à la promotion est introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle.

Article 31/3. Pour pouvoir bénéficier de l'aide visée au présent chapitre, le court métrage et le documentaire de création doit avoir bénéficié d'une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV. ».

**Art. 16.** À l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « belge d'initiative francophone » sont abrogés ;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « L'aide à la promotion en festivals peut être octroyée aux œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone suivantes : courts métrages, longs métrages, documentaires de création, Films Lab et séries télévisuelles. ».

**Art. 17.** L'article 33, alinéa 2, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, la demande d'aide à la promotion en festivals peut être introduite par son réalisateur en cas d'absence de producteur ou si la demande est relative à un film d'école. ».

**Art. 18.** À l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, e), est remplacé par ce qui suit :

« e) si l'œuvre audiovisuelle n'a pas obtenu une aide à la création telle que visée au titre IV ; la grille de critères culturels, artistiques et techniques, complétée. » ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « du Fonds FWB-RTBF pour les séries belges tel que visé par l'arrêté du gouvernement de la communauté française du 12 décembre 2013 portant approbation de la Convention relative à la mise en place du fonds FWB-RTBF pour les séries belges. » sont remplacés par les mots « telle que visée dans la réglementation relative aux services de médias audiovisuels ».

**Art. 19.** Aux articles 34, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 37, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 42, 2<sup>o</sup>, et 44, 3<sup>o</sup>, les mots « sous peine d'irrecevabilité » sont abrogés.

**Art. 20.** Aux articles 34, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, f), 37, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, f), 42, 2<sup>o</sup>, g) et 44, 3<sup>o</sup>, i), les mots « une copie de l'œuvre audiovisuelle sur support numérique » sont remplacés par les mots « un lien de visionnage de l'œuvre audiovisuelle. ».

**Art. 21.** À l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « d'initiative belge francophone » sont abrogés.

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'aide à l'organisation d'événements en salles peut être octroyée aux œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone suivantes : longs métrages, documentaires de création d'une durée supérieure à quarante minutes, Films Lab d'une durée supérieure à quarante minutes et programmes de courts métrages. »

**Art. 22.** L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. La demande d'aide à l'organisation d'événements en salles est introduite soit par le producteur de l'œuvre audiovisuelle soit par le distributeur ou la structure de diffusion de l'œuvre audiovisuelle ayant obtenu une aide telle que visée au titre VI. »

**Art. 23.** À l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 1° est complété par ce qui suit : « ou une aide à la promotion en festivals telle que visée au chapitre II du titre V. Pour une demande portant sur un programme de courts métrages, la totalité des courts métrages qui composent le programme doivent respecter l'obligation visée à la première phrase. » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les modifications suivantes sont apportées :

- le mot « six » est remplacé par le mot « dix » ;

- les mots « salles de cinéma et/ou » sont insérés entre les mots « un nombre minimum de » et « lieux de diffusion reconnus » ;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° la première séance publique événementielle a lieu au plus tard deux mois après la diffusion en clair de l'œuvre audiovisuelle sur service télévisuel d'un service de médias audiovisuel belge francophone. Pour une demande portant sur un programme de courts métrages, au minimum deux courts métrages doivent respecter l'obligation de diffusion télévisuelle visée à la première phrase. » ;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 4°, e), est remplacé par ce qui suit : « e) si l'œuvre audiovisuelle n'a pas obtenu une aide à la création telle que visée au titre IV, la grille de critères culturels, artistiques et techniques complétée ; » ;

5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. On entend par séance publique événementielle, une séance faisant l'objet d'un événement promotionnel tel que débat, concert, exposition ou tout autre événement similaire, et organisée dans une salle de cinéma et/ou un lieu de diffusion reconnu, sauf dérogation octroyée par le Gouvernement en fonction de la thématique du film et de la pertinence des démarches de diffusion, à l'exclusion des séances organisées dans le cadre d'un festival ayant obtenu une subvention sur la base de la section III du chapitre II du titre IV. Le Gouvernement détermine le nombre de séances qui sont éligibles dans les festivals et peut déléguer au Ministre ayant la culture dans ses attributions l'octroi des dérogations visées à l'alinéa précédent. »

**Art. 24.** Au titre V du même décret, l'intitulé du chapitre IV est complété par les mots « de cinéma ».

**Art. 25.** À l'article 38, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « belge francophone » sont abrogés.

**Art. 26.** À l'article 41 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1, les mots « dans un programme de courts métrages d'une durée supérieure à soixante minutes » sont remplacés par les mots « dans un programme de courts métrages » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 27.** À l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré, après la première phrase, un point 1° rédigé comme suit :

« 1° l'œuvre audiovisuelle :

- soit, répond à la définition d'œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone de l'article 1<sup>er</sup>, 13°/1 ;

- soit, a obtenu une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV. » ;

2° le point 1° débutant par les mots « l'œuvre audiovisuelle est diffusée » devient le point 1°/1.

**Art. 28.** À l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré, après la première phrase, un point 1° rédigé comme suit : « 1°. L'œuvre audiovisuelle répond à la définition d'œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone de l'article 1<sup>er</sup>, 13°/1 ; » ;

2° le 1° débutant par les mots « l'œuvre audiovisuelle est diffusée » devient le 1°/1 et est complété par ce qui suit : « En ce qui concerne les séances dans les salles de cinéma et lieux de diffusion reconnus situés sur le territoire de la région de langue néerlandaise, un nombre maximum de séances peut être comptabilisé dans le nombre total de séances visé à la première phrase. » ;

3° au 3°, g), les mots « telle que déterminée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle, » sont abrogés.

**Art. 29.** À l'article 46 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « d'une durée supérieure à soixante minutes ou un programme de courts métrages d'une durée supérieure à trente minutes spécifiquement destiné aux enfants de moins de dix ans » sont abrogés ;

2° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° répondre à la définition d'œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone de l'article 1<sup>er</sup>, 13°/1 ; ».

**Art. 30.** À l'article 50, 1°, du même décret, les mots « d'une durée supérieure à soixante minutes ou un programme de courts métrages d'une durée supérieure à trente minutes spécifiquement destiné aux enfants de moins de dix ans » sont abrogés.

**Art. 31.** Aux articles 61, alinéa 2, 73, alinéa 2, 77/1, alinéa 2, et 78, alinéa 2, du même décret, les mots « dont les modalités sont fixées dans une convention » sont abrogés.

**Art. 32.** Aux articles 64, 65, 66, § 2, 67, § 2, 72, alinéa 2, premier tiret, 74, 74/1, 76, § 2, 77/2, 77/3, 79, 80, 82, § 2, 87, 88, 89, 91, § 2, 96, 97 et 99, du même décret, le mot « convention » est chaque fois remplacé par le mot « subvention ».

**Art. 33.** L'article 66, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1. le montant demandé et sa motivation ;
2. le choix motivé de solliciter une subvention de deux ou quatre ans ;
3. une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée ;
4. la façon dont le projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée contribue aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités ;
5. pour la durée du subventionnement :
  - a. le volume des activités ;
  - b. le plan financier du projet ;
  - c. la description du ou des publics visés ;
6. les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur ;
7. si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités : la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ;
8. sur demande des services du Gouvernement, les rapports d'activité des deux années précédentes. ».

**Art. 34.** Les articles 68, 76/1, 77/6, 83, 92 et 100 du même décret sont remplacés par ce qui suit :

« L'arrêté de subvention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation ;
- 2° les missions et les objectifs dévolus à l'opérateur en fonction de ses activités spécifiques ;
- 3° le délai dans lequel l'opérateur transmet ses justificatifs et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti ;
- 4° les engagements d'équilibre financier de l'opérateur et les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française. ».

**Art. 35.** Aux articles 69, 3°, 77, 3°, 77/7, 3°, 84, 3°, 93, 3°, et 101, 3°, du même décret, les mots « la convention » sont remplacés par les mots « l'arrêté de subvention ».

**Art. 36.** À l'article 69 du même décret, le 4° est abrogé.

**Art. 37.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> du titre VI du même décret, il est inséré une section VIII intitulée « Subventions d'investissement en équipement ».

**Art. 38.** Dans la section VIII du chapitre I<sup>er</sup> du titre VI du même décret, il est inséré un article 71/1 rédigé comme suit :

« Art. 71/1. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté française, les ateliers d'accueil, de production audiovisuelle et d'école ayant obtenu une subvention sur la base de l'article 61, reçoivent, annuellement, une subvention d'investissement en équipement afin d'accomplir leur mission de service public visée à l'article 62.

§ 2. Le budget disponible est réparti de manière égalitaire entre les ateliers visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi que les structures d'accueil pour la création radiophonique agréées conformément à la réglementation sur les services de médias audiovisuels.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

- le type d'équipement pouvant faire l'objet d'acquisition ;
- les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention. ».

**Art. 39.** Dans le titre VI du même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Aides aux distributeurs et aux structures de diffusion d'œuvres audiovisuelles ».

**Art. 40.** À l'article 73 du même décret, la deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogée.

**Art. 41.** À l'article 74, 3°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au 3°, les mots « belges d'expression française » sont remplacés par les mots « d'initiative belge francophone » ;
- 2° au 4°, les mots « ou programmes de courts métrages » sont insérés entre les mots « longs métrages » et les mots « en première sortie ».

**Art. 42.** L'article 75 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 75. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1. le montant demandé et sa motivation ;
2. le choix motivé de solliciter une subvention de deux ou quatre ans ;
3. une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée ;
4. pour la durée du subventionnement :
  - a. le volume des activités ;
  - b. le plan de promotion ;
  - c. le plan financier ;
  - d. le volume d'emploi ;
  - e. la politique d'accès au public ;
  - f. les partenariats ;

5. les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur ;

6. si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités : la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ;

7. sur demande des services du Gouvernement, les rapports d'activité des deux années précédentes. ».

**Art. 43.** À l'article 77 du même décret, le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. Si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités, il doit également fournir la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ».

**Art. 44.** L'article 77/4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 77/4. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1. le montant demandé et sa motivation ;

2. le choix motivé de solliciter une subvention de deux ou quatre ans ;

3. une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée ;

4. la façon dont le projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée contribue aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités ;

5. pour la durée du subventionnement :

a. le volume des activités ;

b. le plan de promotion ;

c. le plan financier ;

d. le volume d'emploi ;

e. la description du ou des publics visés ;

f. la politique d'accès au public ;

g. les partenariats ;

6. les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur ;

7. si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités : la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ;

8. sur demande des services du Gouvernement, les rapports d'activité des deux années précédentes. ».

**Art. 45.** Les articles 81, 90 et 98 du même décret sont, à chaque fois, remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1. le montant demandé et sa motivation ;

2. le choix motivé de solliciter une subvention de deux ou quatre ans ;

3. une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée ;

4. la façon dont le projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée contribue aux objectifs, stratégies et priorités du parcours d'éducation culturelle et artistique ou, au contraire, pourquoi l'opérateur estime devoir être exempté de cette obligation au regard de la nature particulière de ses activités ;

5. pour la durée du subventionnement :

a. le volume des activités ;

b. le plan de promotion ;

c. le plan financier ;

d. le volume d'emploi ;

e. la politique des prix et d'accès au public ;

f. la description du ou des publics visés ;

g. les partenariats ;

6. les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur ;

7. si l'opérateur développe plusieurs secteurs d'activités : la liste des recettes et des dépenses relatives aux activités visées par le présent chapitre ;

8. sur demande des services du Gouvernement, les rapports d'activité des deux années précédentes.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

- l'année pour laquelle une demande d'aide peut être déposée, selon qu'il s'agit d'une subvention d'une durée de deux ans ou de quatre ans ;

- la date limite de dépôt de demande d'aide. ».

**Art. 46.** À l'article 78 du même décret, il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, les festivals qui ne sont organisés qu'une année sur deux, ne pourront bénéficier de la subvention que l'année au cours de laquelle le festival a lieu. ».

**Art. 47.** À l'article 102/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « d'une convention » sont remplacés par les mots « d'une subvention » ;

2° les mots « la fin de la convention » sont remplacés par les mots « la fin du subventionnement ».

**Art. 48.** Dans le même décret, le titre VII/I est abrogé.

**Art. 49.** Les articles 109 à 112 du même décret sont abrogés.

**Art. 50.** À l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création, les mots « 20.000 € » sont remplacés par les mots « 25.000 € ».

**Art. 51.** Le Gouvernement est habilité à modifier les articles 1<sup>er</sup>/1, 2, 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,  
des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—————  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 690-1 – Rapport de commission, n° 690-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 690-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 17 avril 2024.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/004923]

**18 APRIL 2024.** — Decreet van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 13°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"13°/1 audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief : het audiovisuele werk dat voldoet aan het schema van de culturele, artistieke en technische criteria die de Regering naargelang het type audiovisuele werk bepaalt. Een programma van korte films wordt beschouwd als van Belgisch Franstalig initiatief te zijn als alle daarin opgenomen korte films voldoen aan de voorwaarde bedoeld in de eerste zin;" ;

2° er wordt een punt 16°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"16°/1 Programma van korte films : een audiovisuele werk dat bestaat uit een verzameling van korte films, met of zonder overgang, met een totale speelduur van meer dan zestig minuten. In afwijking hiervan wordt als een programma van korte film beschouwd een audiovisuele werk dat bestaat uit een verzameling van korte films, met of zonder overgang, met een totale duur van meer dan dertig minuten en specifiek bedoeld voor kinderen jonger dan tien jaar. ».

**Art. 2.** In hoofdstuk II van titel I van hetzelfde decreet wordt een artikel 4/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4/3. De acties en activiteiten alsook de werken die in het kader van dit decreet worden gesteund, worden, voor zover mogelijk, ontwikkeld of gecreëerd in het Frans en/of in een endogene gewestelijke taal erkend door het decreet van 24 december 1990 betreffende de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap; indien dit niet het geval is, zijn ze toegankelijk in het Frans (door vertaling, ondertiteling, enz.). ».

**Art. 3.** In artikel 11, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden "de diversiteitsfiche voor de aanvragen tot het verkrijgen van ontwikkelings- en productiesteun voor audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief, de duurzaamheidsfiche voor de aanvragen tot het verkrijgen van schrijf-, ontwikkelings- en productiesteun voor audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief," ingevoegd tussen de woorden "het project nader bepalen" en "het bestek".

**Art. 4.** Artikel 14/1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14/1. De steun wordt aan de natuurlijke persoon of de rechtspersoon verleend die hierom verzoekt. In afwijking van het eerste lid :

- kan de begunstigde van de steun, na advies van de Adviescommissie en mits voorafgaande toestemming van de Minister bevoegd voor de Filmsector, de volledigheid of een deel van het bedrag afstaan van de toegekende steun aan een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet om een aanvraag om steun te kunnen indienen;

- kan de aanvraag om schrijfstun ingediend door een rechtspersoon vermelden dat de steun wordt verleend aan de auteur van het audiovisuele werk waarvoor de steun wordt aangevraagd. ».

**Art. 5.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, eerste streepje, worden de woorden „, creatieve documentaire,” ingevoegd tussen het woord “langspeelfilm” en de woorden “en een animatietelefilm”.

**Art. 6.** In de artikelen 18, paragraaf 1, en 22, paragraaf 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “volgens de door de regering vastgestelde culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk” vervangen door de woorden “naargelang het werk al dan niet beantwoordt aan de definitie van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief van artikel 1, 13°/1. ».

**Art. 7.** In artikel 22/1 van hetzelfde decreet worden de woorden „, met uitzondering van die die toegekend worden aan Lab-films,” ingevoegd tussen de woorden “productie” en “worden onderworpen aan”.

**Art. 8.** In de artikelen 24, 3°, a), tweede streepje, en 30, 1°, b), van hetzelfde decreet worden de woorden “de culturele, artistieke en technische criteria van het project dat door de aanvrager wordt voorgelegd” vervangen door de woorden “het al dan niet Belgisch Franstalig initiatief van het audiovisuele werk waarvoor de steun wordt gevraagd”.

**Art. 9.** In hoofdstuk IV van titel IV van hetzelfde decreet wordt een artikel IV/I “Toekenning van bonus” ingevoegd.

**Art. 10.** In hoofdstuk IV/I van titel IV van hetzelfde decreet worden een artikel 27/1 en een artikel 27/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27/1. § 1. De Regering kent een duurzaamheidsbonus toe aan de producent van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief werk die een productiesteun bedoeld in deze titel heeft gekregen als hij een duurzaamheidslabel of -certificering heeft.

§ 2. De regering bepaalt :

- het bedrag van de bonus ;
- de voorwaarden voor de toekenning van de bonus ;
- de nadere regels voor de toekenning van de bonus.

Art. 27/2. § 1. De regering kent een gelijkheidsbonus toe aan de producent van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief die een productiesteun bedoeld in hoofdstuk IV van deze titel heeft gekregen als in de teams aandacht wordt besteed aan de gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

§ 2. De regering bepaalt :

- het bedrag van de bonus,
- de voorwaarden voor de toekenning van de bonus
- de nadere regels voor de toekenning van de bonus. ».

**Art. 11.** Artikel 28, § 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 3. Er zijn vier soorten steunen voor promotie:

- 1° vervroegde steun voor promotie ;
- 2° steun voor promotie tijdens festivals ;
- 3° steun voor de organisatie van zaalevenementen;
- 4° steun voor de promotie bij de vertoning in zalen. ».

**Art. 12.** In artikel 29, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord “mogelijke” geschrapt.

**Art. 13.** Artikel 30, 4°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : 4° de voorwaarden waaronder een vervroegde steun voor promotie wordt toegekend en het bedrag van deze steun”.

**Art. 14.** In titel V van hetzelfde decreet wordt na artikel 31 een hoofdstuk I/I “Vervroegde steun voor promotie” ingevoegd.

**Art. 15.** In hoofdstuk I/I van titel V van hetzelfde decreet worden een artikel 31/1, een artikel 31/2 en een artikel 31/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31/1. § 1. Vervroegde steun voor promotie is bedoeld om het creëren van promotiemiddelen en de implementatie van een promotiestrategie voor het audiovisuele werk te ondersteunen.

§ 2. Vervroegde steun voor promotie kan worden toegekend aan korte speelfilms en creatieve documentaires.

Artikel 31/2. De aanvraag voor vervroegde steun voor promotie wordt ingediend door de producent van het audiovisuele werk.

Artikel 31/3. Om in aanmerking te komen voor de steun bedoeld in dit hoofdstuk, moeten korte speelfilms en creatieve documentaires steun voor productie zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV hebben ontvangen. ».

**Art. 16.** In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “Belgisch Franstalig initiatief” geschrapt ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt : “Steun voor promotie tijdens festivals kan worden toegekend aan de volgende audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief : korte speelfilms, lange speelfilms, creatieve documentaires, Labfilms Lab en televisieseries. ».

**Art. 17.** Artikel 33, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van het eerste lid kan een aanvraag om steun voor de promotie tijdens festivals worden ingediend door de regisseur indien er geen producent is of indien de aanvraag betrekking heeft op een schoolfilm. ».

**Art. 18.** In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, e) wordt vervangen als volgt :

“e) indien het audiovisuele werk geen steun voor creatie heeft ontvangen zoals bedoeld in Titel IV; de ingevulde rooster van culturele, artistieke en technische criteria. » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van het Fonds FWB-RTBF hebben gekregen voor Belgische series, zoals bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2013 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende het instellen van een FWB-RTBF Fonds voor Belgische series "vervangen door de woorden "zoals bedoeld in de regelgeving met betrekking tot de audiovisuele mediadiensten".

**Art. 19.** In de artikelen 34, § 1, 2°, 37, § 1, 4°, 42, 2°, en 44, 3°, worden de woorden "op straffe van onontvankelijkheid" opgeheven.

**Art. 20.** In de artikelen 34, § 1, 2°, f), 37, § 1, 4°, f), 42, 2°, g) en 44, 3°, i), worden de woorden "een kopie van het audiovisuele werk op een digitale drager" vervangen door de woorden "een link om het audiovisuele werk te bekijken". ».

**Art. 21.** In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van Franstalig Belgisch initiatief" opgeheven.

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Steun voor de organisatie van zaalevenementen kan worden toegekend aan de volgende audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief : langspeelfilms, creatieve documentaires van meer dan veertig minuten, Labfilms van meer dan veertig minuten en korte filmprogramma's. ».

**Art. 22.** Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. De aanvraag voor steun voor de organisatie van zaalevenementen wordt ingediend door de producent van het audiovisuele werk of door de verdeler of de zendstructuur van het audiovisuele werk die steun heeft ontvangen zoals bedoeld in titel VI. ».

**Art. 23.** In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt 1° aangevuld als volgt : "of een steun voor de promotie tijdens festivals zoals bedoeld in hoofdstuk II van titel V. Bij een aanvraag voor een programma van korte speelfilms moeten alle korte speelfilms waaruit het programma bestaat voldoen aan de verplichting bedoeld in de eerste zin. » ;

2° in paragraaf 1, 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het woord « zes » wordt vervangen door het woord « tien » ;

- de woorden "bioscoopzalen en/of" worden ingevoegd tussen de woorden "een minimumaantal" en "erkende vertoningsplaatsen";

3° in paragraaf 1 wordt 3° vervangen als volgt : "3° de eerste evenementgerichte publieke vertoning vindt plaats uiterlijk twee maanden na de ongedecodeerde uitzending van het audiovisuele werk op de televisiedienst van een Franstalige Belgische audiovisuele mediadienst. In het geval van een aanvraag voor een programma van korte speelfilms, moeten ten minste twee korte films voldoen aan de televisieomroepverplichting bedoeld in de eerste zin. » ;

4° in paragraaf 1 wordt 4°, e) vervangen als volgt : "e) indien het audiovisuele werk geen steun voor creatie heeft ontvangen zoals bedoeld in Titel IV, het ingevulde schema van culturele, artistieke en technische criteria;" ;

5° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Onder evenementgerichte publieke vertoning wordt verstaan een vertoning tijdens welke een promotieëvenement plaatsvindt zoals een debat, een concert, een tentoonstelling of elk ander gelijkaardig evenement, en georganiseerd in een bioscoopzaal en/of een erkende vertoningsplaats behoudens afwijking toegekend door de Regering in functie van het thema van de film en de relevantie van de uitzendingsbenaderingen, met uitzondering van vertoningen die georganiseerd worden als onderdeel van een festival dat een subsidie heeft ontvangen op basis van afdeling III van hoofdstuk II van titel IV. De Regering bepaalt het aantal vertoningen die in aanmerking komen voor festivals en kan het verlenen van de afwijkingen bedoeld in het vorige lid delegeren aan de Minister van Cultuur. ».

**Art. 24.** In titel V van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV aangevuld met de woorden "van de bioscoop".

**Art. 25.** In artikel 38, § 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "Franstalig Belgisch" opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "in een programma van korte films met een langere duur dan zestig minuten" vervangen door de woorden "in een programma van korte speelfilms";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 27.** In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de eerste zin wordt een punt 1° ingevoegd, luidend als volgt :

"1° het audiovisuele werk :

- voldoet ofwel aan de definitie van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief van artikel 1, 13°/1;

- ofwel heeft een steun voor productie ontvangen zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV" ;

2° punt 1° dat begint met de woorden "het audiovisuele werk wordt vertoond" wordt punt 1°/1.

**Art. 28.** In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de eerste zin wordt een punt 1° ingevoegd, luidend als volgt : « 1°. Het audiovisuele werk voldoet aan de definitie van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief van artikel 1, 13°/1;" ;

2° 1° die begint met de woorden "het audiovisuele werk wordt vertoond" wordt 1°/1 en wordt aangevuld als volgt: "Met betrekking tot vertoningen in erkende bioscoopzalen en erkende vertoningsplaatsen op het grondgebied van het Nederlandse taalgebied kan een maximum aantal vertoningen worden opgenomen in het totaal aantal vertoningen bedoeld in de eerste zin. » ;

3° in 3°, g), worden de woorden "zoals bepaald door de Regering op grond van het type audiovisuele werk," geschrapt.

**Art. 29.** In artikel 46 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden "van meer dan zestig minuten of een programma van korte films van meer dan dertig minuten zijn die specifiek voor kinderen onder de tien jaar bestemd is" geschrapt;

2° 4° wordt vervangen als volgt :

"4° voldoen aan de definitie van een audiovisuele werk van Belgisch Franstalig initiatief van artikel 1, 13°/1;"

**Art. 30.** In artikel 50, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "van meer dan zestig minuten en korte filmprogramma's van meer dan dertig minuten die specifiek gericht zijn op kinderen onder de tien jaar" opgeheven.

**Art. 31.** In de artikelen 61, tweede lid, 73, tweede lid, 77/1, tweede lid, en 78, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "waarvan de regels nader worden bepaald in een overeenkomst" geschrapt.

**Art. 32.** In de artikelen 64, 65, 66, § 2, 67, § 2, 72, tweede lid, eerste streepje, 74, 74/1, 76, § 2, 77/2, 77/3, 79, 80, 82, § 2, 87, 88, 89, 91, § 2, 96, 97 en 99 van hetzelfde decreet wordt het woord "overeenkomst" telkens vervangen door het woord "subsidie".

**Art. 33.** Artikel 66, § 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende elementen :

1. het gevraagde bedrag en de redenen daarvoor ;
2. een gemotiveerde beslissing om een twee- of vierjarige subsidie aan te vragen;
3. een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd;
4. de manier waarop het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd, bijdraagt tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het traject voor culturele en artistieke vorming of, integendeel, waarom de operator van mening is dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld gezien de bijzondere aard van zijn activiteiten;
5. voor de duur van de subsidiëring :
  - a. het volume van de activiteiten ;
  - b. het financiële plan voor het project ;
  - c. de beschrijving van de doelgroep(en);
6. de balansen en resultatenrekeningen van het vorige boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wet- en regelgeving;
7. indien de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt: een lijst van inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder dit hoofdstuk vallen;
8. op verzoek van de diensten van de Regering, de activiteitenverslagen van de voorgaande twee jaar. ».

**Art. 34.** De artikelen 68, 76/1, 77/6, 83, 92 en 100 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Het subsidie-besluit bevat ten minste de volgende elementen :

- 1° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan ;
- 2° de opdrachten en doelstellingen die aan de operator zijn toegewezen met betrekking tot zijn specifieke activiteiten;
- 3° de termijn waarbinnen de operator zijn bewijsstukken moet indienen en de sancties bij niet-verzending ervan binnen de gestelde termijn;
- 4° de vastleggingen voor een financieel evenwicht van de operator en de nadere regels voor de financiële controle uitgeoefend door de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 35.** In de artikelen 69, 3°, 77, 3°, 77/7, 3°, 84, 3°, 93, 3°, en 101, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden "de overeenkomst" vervangen door de woorden "het subsidie-besluit".

**Art. 36.** In artikel 69 van hetzelfde decreet wordt 4° opgeheven.

**Art. 37.** In hoofdstuk I van titel VI van hetzelfde decreet wordt een nieuwe afdeling VIII ingevoegd, "Investeringsubsidies voor uitrustingen" genoemd.

**Art. 38.** In de afdeling VIII van hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 71/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 71/1. § 1. Binnen de perken van de kredieten ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap, ontvangen de onthaal-, audiovisuele productie- en schoolateliers die een subsidie verkregen hebben op basis van artikel 61, jaarlijks een investeringspremie voor uitrustingen om hun opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel 62 te vervullen.

§ 2. De beschikbare begroting wordt gelijkelijk verdeeld tussen de ateliers bedoeld in paragraaf 1 en de onthaalstructuren voor radiocreatie die erkend zijn overeenkomstig de regelgeving inzake audiovisuele mediadiensten.

§ 3. De regering bepaalt :

- het type uitrusting dat kan worden aangeschaft ;
- de nadere regels voor de toekenning en uitbetaling van de subsidie. ».

**Art. 39.** In de titel VI van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt : "Steen aan verdelers en zendstructuren voor audiovisuele werken".

**Art. 40.** In artikel 73 van hetzelfde decreet wordt de tweede zin van het eerste lid opgeheven.

**Art. 41.** In artikel 74, 3° van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in 3° worden de woorden "Franstalige Belgische" vervangen door de woorden "Franstalig Belgisch initiatief";
- 2° in 4° worden de woorden "of korte filmprogramma's" ingevoegd tussen de woorden "lange films" en "eerste vertoning".

**Art. 42.** Artikel 75 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 75. De aanvraag om steun bevat de volgende elementen :

1. het gevraagde bedrag en de redenen daarvoor ;
2. een gemotiveerde beslissing om een twee- of vierjarige subsidie aan te vragen;

3. een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd;
4. voor de duur van de subsidiëring :
  - a. het volume van de activiteiten ;
  - b. het promotieplan ;
  - c. het financieel plan ;
  - d. het werkgelegenheidsvolume ;
  - e. het toegangsbeleid voor het publiek ;
  - f. de partnerschappen ;
5. de balansen en resultatenrekeningen van het vorige boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wet- en regelgeving;
6. indien de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt: een lijst van inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder dit hoofdstuk vallen;
7. op verzoek van de diensten van de Regering, de activiteitenverslagen van de voorgaande twee jaar. ».

**Art. 43.** In artikel 77 van hetzelfde decreet wordt 2° vervangen als volgt : "2° de balansen en rekeningen van afgelopen boekjaar, opgesteld overeenkomstig de geldende boekhoudkundige wetten en regelgevingen. Als de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt, moet hij ook een overzicht geven van de inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder dit hoofdstuk vallen".

**Art. 44.** Artikel 77/4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 77/4. De aanvraag om steun bevat de volgende elementen :

1. het gevraagde bedrag en de redenen daarvoor ;
2. een gemotiveerde beslissing om een twee- of vierjarige subsidie aan te vragen;
3. een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd;
4. de manier waarop het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd, bijdraagt tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het traject voor culturele en artistieke vorming of, integendeel, waarom de operator van mening is dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld gezien de bijzondere aard van zijn activiteiten;
5. voor de duur van de subsidiëring :
  - a. het volume van de activiteiten ;
  - b. het promotieplan ;
  - c. het financieel plan ;
  - d. het werkgelegenheidsvolume ;
  - e. de beschrijving van de doelgroep(en);
  - f. het toegangsbeleid voor het publiek ;
  - g. de partnerschappen ;
6. de balansen en resultatenrekeningen van het vorige boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wet- en regelgeving;
7. indien de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt: een lijst van inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder dit hoofdstuk vallen;
8. op verzoek van de diensten van de Regering, de activiteitenverslagen van de voorgaande twee jaar. ».

**Art. 45.** De artikelen 81, 90 en 98 van hetzelfde decreet worden telkens vervangen als volgt :

« § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende elementen :

1. het gevraagde bedrag en de redenen daarvoor ;
2. een gemotiveerde beslissing om een twee- of vierjarige subsidie aan te vragen;
3. een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd;
4. de manier waarop het activiteitenproject waarvoor steun wordt aangevraagd, bijdraagt tot de doelstellingen, strategieën en prioriteiten van het traject voor culturele en artistieke vorming of, integendeel, waarom de operator van mening is dat hij van deze verplichting moet worden vrijgesteld gezien de bijzondere aard van zijn activiteiten;
5. voor de duur van de subsidiëring :
  - a. het volume van de activiteiten ;
  - b. het promotieplan ;
  - c. het financieel plan ;
  - d. het werkgelegenheidsvolume ;
  - e. het beleid inzake prijzen en toegang tot het publiek ;
  - f. de beschrijving van de doelgroep(en);
  - g. de partnerschappen ;
6. de balansen en resultatenrekeningen van het vorige boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wet- en regelgeving;
7. indien de operator meerdere activiteitensectoren ontwikkelt: een lijst van inkomsten en uitgaven met betrekking tot de activiteiten die onder dit hoofdstuk vallen;
8. op verzoek van de diensten van de Regering, de activiteitenverslagen van de voorgaande twee jaar.

§ 2. De regering bepaalt :

- het jaar waarvoor een steunaanvraag ingediend kan worden, afhankelijk van of de subsidie voor een periode van twee of vier jaar is;
- de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag. ».

**Art. 46.** In artikel 78 van hetzelfde decreet wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid komen festivals die slechts om de twee jaar worden georganiseerd, alleen in aanmerking voor de subsidie in het jaar waarin het festival plaatsvindt. ».

**Art. 47.** In artikel 102/1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « van een overeenkomst » worden vervangen door de woorden « van een subsidie » ;
- 2° de woorden « het einde van de overeenkomst » worden vervangen door de woorden « het einde van de subsidiëring ».

**Art. 48.** In hetzelfde decreet wordt titel VII/I opgeheven.

**Art. 49.** De artikelen 109 tot 112 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

**Art. 50.** In artikel 3, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie worden de woorden “ 20.000 € ” vervangen door de woorden “ 25.000 € ”.

**Art. 51.** De Regering is bevoegd om de artikelen 1/1, 2, 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie te wijzigen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de  
Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 690-1 – Commissieverslag, nr. 690-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 690-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005083]

**18 AVRIL 2024. — Décret portant réforme de la gouvernance de l’Office de la Naissance et de l’Enfance (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L’intitulé du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, en abrégé « O.N.E. » est remplacé par « décret relatif à l’Office de la Naissance et de l’Enfance ».

**Art. 2.** À l’article 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « organisme d’intérêt public » sont remplacés par « organisme administratif public ».

**Art. 3.** L’alinéa 1<sup>er</sup> de l’article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Après avis de l’Office et tenant compte notamment des principes définis à l’article 2, § 3, le Gouvernement arrête les normes permettant l’agrément :

1° d’institutions et services contribuant à la réalisation des missions d’accueil et d’accompagnement, ainsi que de missions transversales visées à l’article 2, § 2, 1°, 2° et 8° ;

2° d’organismes de formation du secteur de l’enfance contribuant à la réalisation de la mission transversale visés à l’article 2, § 2, 3° ;

3° d’organisations de coordination du secteur de l’enfance contribuant à la réalisation de la mission d’accueil, de la mission d’accompagnement ou d’une ou plusieurs missions transversales visées à l’article 2, § 2, 4° à 7°. ».

**Art. 4.** Au chapitre III du même décret, l’intitulé de la section 1<sup>re</sup> est remplacé par « Du Conseil d’administration et du Bureau exécutif ».